



HAL
open science

Le choix de Nous Sommes

Virginie Anquetin, Eric Soriano

► **To cite this version:**

Virginie Anquetin, Eric Soriano. Le choix de Nous Sommes. CNRS Editions. Des citoyens à la conquête des villes. Les listes citoyennes et participatives lors des elections municipales de 2020, CNRS Editions, 2023, CNRS Alpha, 9782271146434. <hal-04854698>

HAL Id: hal-04854698

<https://hal.science/hal-04854698v1>

Submitted on 6 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Montpellier : le choix de *Nous Sommes* Une épopée transgressive face à l'institution électorale

Virginie Anquetin, Éric Soriano

À Montpellier, l'étiquette « citoyenne » et « participative » a permis l'accomplissement d'une transgression politique des plus improbables. Durant le long entre-deux tours, la liste « municipaliste » *Nous-Sommes*, menée par Alenka Doulain, a tissé une alliance « impensable »¹ avec l'humoriste youtubeur Rémi Gaillard et l'écologiste dissidente Clothilde Ollier pour apporter son soutien à la candidature du « milliardaire » de l'industrie du bâtiment Mohed Altrad. *Le Figaro* parlera d'un « drôle d'attelage »², *L'Humanité* d'un « improbable feuilleton »³, *Libération* d'une « photo finale délirante »⁴ et *Le Monde* d'une campagne qui « vire à l'absurde »⁵. Mais si elle semble politiquement hétéroclite, la combinaison de ces « quatre fantastiques »⁶ se construit localement sur l'image du rassemblement de quatre individualités issues « de la société civile », « différent[es] des partis traditionnels »⁷, face au maire sortant Philippe Saurel et à son challenger Michaël Delafosse, tous deux issus du Parti socialiste (PS). Les divergences politiques sont alors minimisées au profit d'un mot d'ordre programmatique suffisamment consensuel⁸, calibré durant l'entre-deux-tours, permettant d'imaginer que Mohed Altrad prenne la Métropole et Alenka Doulain, la mairie.

Pour *NousSommes*, la transgression politique semble audacieuse. Contrairement aux trois autres têtes de listes, ce collectif n'est pas désigné comme « apolitique » (à l'inverse d'Altrad et Gaillard) ou en dissidence (Ollier). Il a bénéficié de l'investiture de la France Insoumise (LFI), a construit sa campagne sur un projet « municipaliste »⁹ et ses membres se réclament de la gauche politique. Mais ce qui singularise aussi *NousSommes*, c'est d'associer des novices en politique se réclamant du « participatif », du « citoyen » et affichant une forte défiance vis-à-vis des partis politiques. Doit-on comprendre le choix de *NousSommes* comme la victoire de l'opportunisme ordinaire de jeunes candidats ambitieux, comme il sera dénoncé par ses adversaires ? Ou peut-on l'interpréter comme l'effet d'une dynamique de campagne

¹ Hadrien Matoux, « Alliance improbable, candidats inattendus et coups de communication : renversante fin de campagne à Montpellier », *Marianne*, 27 juin 2020.

² Guillaume Mollaret, « Montpellier : le milliardaire, le clown et LFI », *Le Figaro*, 4 juin 2020.

³ Cyprien Caddeo, « À Montpellier, un improbable feuilleton », *L'Humanité*, 23 juin 2020.

⁴ Rachid Laïreche, « La gauche vert l'infini et au-delà », *Libération*, 22 juin 2020.

⁵ Abel Mestre, « À Montpellier, la campagne des municipales vire à l'absurde », *Le Monde*, 18 juin 2020.

⁶ L'une des affiches d'entre-deux-tours parodie celle du film *Fantastic Four* (2005) en incrustant les visages des quatre candidats à la place de ceux des héros du film.

⁷ Cédric Nithard, « #NousSommes présente sa liste pour un « territoire à énergie positive en 2050 », *Métropolitain*, 15 janvier 2020 (https://actu.fr/occitanie/montpellier_34172/municipales-montpellier-noussommes-presente-liste-un-territoire-energie-positive-2050_30757462.html).

⁸ Mohed Altrad accepte la plateforme programmatique de l'alliance Doulain, Gaillard et Ollier pour « agir sans plus attendre au niveau local, en prenant soin des habitant.e.s les plus fragiles, en impulsant une vraie transition écologique, en redonnant aux citoyens le pouvoir de décider par eux-mêmes, pour eux-mêmes ». Solange de Fréminville, « Municipales : à Montpellier, un drôle de trio bouscule la gauche », *Libération*, 31 mai 2020.

⁹ Affirmé précocement sur le site du collectif et auprès des journalistes (par exemple, entretien avec Alenka Doulain par Yann Voldoire, *La Gazette*, 1650, 30 janvier-5 février 2020)

singulièrement biaisée par l'atmosphère de confinement qui, entre les deux tours, aurait rendu plausible une émancipation des frontières partisans pour des candidats inexpérimentés ?

De fait, ce n'est pas en cherchant à certifier ou invalider le caractère « municipaliste » de la liste NousSommes que l'on peut comprendre ce qui a rendu possible le choix spectaculaire du second tour. C'est en examinant les modalités de la mise sur orbite de nouveaux entrants mus par des ambitions politiques classiques que l'on peut saisir une logique de montée en puissance généralisée de la ressource « citoyenne » au niveau local. Au-delà des singularités sociologiques de ses membres, l'histoire de NousSommes permet aussi de suivre l'absorption de ce mouvement dans les exigences de la compétition électorale municipale et son adaptation à une configuration des rapports de force partisans dans laquelle les frontières estompées entre « gauche » et « droite » favorisent le déploiement stratégique de fanions « citoyens ». L'objet de cette contribution est d'abord de rendre compte des conditions de possibilité locale de cette « transgression ». Elle est aussi de dire en quoi l'entreprise politique NousSommes est significative de mutations de l'engagement politique local.

Encadré 1 : précisions méthodologiques

Cet article est le fruit de l'observation conjointe de la campagne des municipales entre novembre 2019 et juin 2020 : le suivi de la presse locale, l'assistance à des moments publics du travail politique des candidats, la connexion permanente aux réseaux sociaux impliqués dans cette campagne autour de comptes Facebook et Twitter. L'enquête s'est ensuite concentrée sur un recueil de données biographiques sur les candidats de la liste Nous-Sommes et d'une série d'entretiens formalisés avec des journalistes, des militants ayant participé de près à la campagne et quelquefois aux négociations menant à l'alliance finale. Ce matériau a été complété par l'analyse des données électorales (Audemard, Huc, Gouard, 2021) et la retranscription des prises de parole publique d'Alenka Doulain et de plusieurs candidats de la liste.

Qui sera Montpellier ?

Durant tout l'été 2019, le « bruit » court en particulier à la gauche de la gauche que la ville peut être prise au Parti socialiste ou à ses anciens cadres. Le PS y apparaît si affaibli que Montpellier semble un « laboratoire de son délitement » (Audemard, Buton, Gouard, 2017). Les résultats de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2017 (en tête au premier tour avec 31,5 % des suffrages exprimés) confirment qu'un espace existe, mais on ne sait encore quel.e.s candidat.e.s peuvent incarner cet électorat. Une incertitude structurelle accentue encore les espoirs de victoire : les données démographiques¹⁰ montrent que Montpellier est un lieu de circulation des populations qui rend incertaines les projections électorales, dans une période de croissance de l'abstention. En outre, le contexte urbain montpelliérain associé est marqué par de fortes césures territoriales, entre des quartiers centraux à niveaux de diplômés élevés et des « quartiers prioritaires » à faible niveau de diplôme et fort taux de pauvreté¹¹. Les distances sociales semblent organiser la ville de manière invisible et créer les conditions d'un aveuglement généralisé sur ce que les uns et les autres voteront. De fait, face à l'affaissement des scores obtenus par les partis politiques dans la ville, la victoire pourrait bien être

¹⁰ Entre 2013 et 2018, Montpellier est passé de 272 084 à 290 053 habitants avec un gain moyen net de presque 3600 habitants par an. Environ 5000 personnes s'installent chaque année tandis que d'autres quittent la ville (voir dossier INSEE « Évolution et structure de la population en 2018 » pour Montpellier).

¹¹ « 37 % des jeunes de 17 à 24 ans non scolarisés et résidant dans les quartiers prioritaires de Montpellier sont sans diplôme (...) contre 19% à l'échelle de la ville hors QPV. Ce taux atteint 54 % [dans le QPV de] la Mosson » Extrait du Contrat de ville Montpellier Méditerranée Métropole, octobre 2019, p. 3.

« citoyenne » et l’alliance choisie par NousSommes est le produit d’une configuration particulière.

Une partie (citoyenne) de campagne

La campagne qui s’ouvre en 2019 est, en effet, marquée par plusieurs années d’érosion des réseaux du PS. Depuis 1977, la ville a été largement dominée par le travail politique et la personnalité de Georges Frêche. Sa conquête de la mairie a engendré la professionnalisation des réseaux militants aux dépens de la vigueur oppositionnelle de la fédération socialiste de l’Hérault (Juhem, 2006 ; Lefebvre, Sawicki, 2006). Les meetings se sont vidés de leurs activistes au profit de campagnes professionnalisées et menées avec l’appui des organismes financés par des collectivités dirigées par le PS. À partir de 2004, le parti subit les effets de la concurrence entre héritier.e.s de la longue période fréchiste. Mais si le contexte général de démonétisation de l’affichage socialiste a joué ici comme ailleurs, il n’empêche que le jeu de l’investissement PS, dont les réseaux politiques sont toujours dominants localement, a donné lieu à d’intenses batailles d’entrée et de sortie du parti. Élu maire en 2014, Philippe Saurel a été exclu du PS parce qu’il s’était présenté contre le candidat investi et a vécu un mandat particulièrement houleux. Les cadres de la fédération locale ont pris position pour son adversaire, ce qui l’a conduit à s’entourer d’adjoints peu aguerris aux conflits électoraux et à l’administration des collectivités locales. Sa mandature s’achève par un repli sur des réseaux personnels et un soutien mitigé de l’administration municipale. Les tensions permanentes avec le président du conseil départemental de l’Hérault, les attitudes conflictuelles lors des assemblées de la métropole en ont fait un maire isolé localement.

Alors que la campagne s’ouvre en septembre 2019, les marqueurs traditionnels du PS ne semblent plus porteurs et le candidat socialiste Michaël Delafosse stagne à un niveau très faible dans les sondages. Les membres de cette formation se trouvent d’ailleurs disséminés dans une grande partie des listes, de celle menée par Patrick Vignal (La République en marche – LREM) jusqu’à celle de Mohed Altrad. S’ajoute aussi le fait que, depuis la victoire de Georges Frêche en 1977, la droite locale n’a jamais réussi à rétablir un leadership durable, présentant un candidat différent à chaque élection. Cette absence d’un *leader* incontesté à droite ouvre la possibilité à Mohed Altrad, président du club de rugby de Montpellier, qui a largement médiatisé son parcours de réfugié syrien devenu milliardaire, d’annoncer sa candidature le 16 septembre 2019 en déclarant « je ne suis pas de droite »¹². Du côté de la gauche locale, c’est Clothilde Ollier, à la tête d’une liste d’alliance entre Europe-Écologie – Les Verts (EÉLV) et La France insoumise (LFI), qui est présentée comme l’incarnation montpelliéraine d’une dynamique « à la Piolle »¹³. Les presque 20 % des suffrages exprimés obtenus par la liste EÉLV à l’élection européenne en 2019 à Montpellier, mais aussi le score de Jean-Luc Mélenchon à l’élection présidentielle de 2017, peuvent accréditer l’idée qu’existe un socle électoral écologiste et de gauche à Montpellier, et que cette candidate peut remporter la mairie. Entre septembre et janvier, elle apparaît le plus souvent à égalité ou même devant le maire sortant, Philippe Saurel, dans les sondages, obtenant jusqu’à 23 % des intentions de vote¹⁴.

Cette configuration locale engendre un éclatement du nombre de compétiteurs et quatorze listes sont finalement déposées. Trois sont menées par des cadres anciens ou en exercice du PS montpelliérain : celle du maire sortant Philippe Saurel, sans étiquette ; celle menée par Patrick Vignal (ancien directeur de campagne du candidat officiel du PS à l’élection

¹² Hubert Vialatte, « Mohed Altrad, du désert au porte de la mairie », *Les Échos*, 15 septembre 2019.

¹³ La victoire d’Éric Piolle à la mairie de Grenoble en 2014 a été le produit d’un rassemblement inédit de « citoyen, de la gauche et des écologistes » soutenu par EÉLV et LFI.

¹⁴ Ludovic Trabuchet, « Municipales à Montpellier : un sondage donne Clothilde Ollier gagnante dans tous les cas de figure », *Midi Libre*, 16 janvier 2021.

municipale de 2014 Jean-Pierre Moure), sous l'étiquette LREM, soutenue également par le Mouvement démocrate (MoDEM) ; celle du candidat du PS Michaël Delafosse, soutenu par le Parti communiste français (PCF) et le Parti radical de gauche (PRG). Trois se réclameront de l'écologie : Coralie Manton est candidate officielle d'EÉLV, après que Clothilde Ollier a été désinvestie¹⁵ et se présente toutefois à la tête d'une liste à laquelle Génération écologie, le Parti animaliste, les Radicaux de gauche, Génération.s et une fraction des militants de LFI se sont ralliés ; Jean-Louis Roumégas, candidat historique des écologistes, défait à l'issue de la primaire interne, se présente en son nom propre. Lutte ouvrière (Maurice Chaynes) et le Parti ouvrier indépendant démocratique (Sylvie Trousselier) présentent également des candidatures. Trois listes se partagent des étiquettes « de droite »¹⁶. Enfin, deux listes ne bénéficient d'aucune investiture¹⁷ : celle présentée par le youtubeur Rémi Gaillard et celle menée par Mohed Altrad. Trois mois plus tard, la liste « participative et citoyenne » bénéficie de l'investiture de LFI.

Des procédures à l'investiture

L'autobiographie¹⁸ du mouvement met en scène une genèse artisanale (« l'organisation démarre au garage »), une volonté collective (« fin du moi, début du nous »), une affirmation de compétence et d'expertise (« NousSommes les experts de notre ville »). C'est dans ce cadre qu'émerge un groupe majoritairement composé de nouveaux entrants en politique. Toutefois, l'engagement dans la compétition municipale est pris au sérieux par les membres les plus centraux de la liste : « On voulait vraiment gagner, on n'était pas là pour s'amuser, ni pour passer un message, ni pour être une expérience démocratique (...), non, on voulait vraiment gagner et on s'est donné tous les moyens¹⁹. » Et si le collectif exprime publiquement une forte défiance à l'égard des partis politiques²⁰, ses membres dirigeants ont également conscience qu'une investiture garantit de dépasser le seuil des 5 % permettant le remboursement des frais de campagne. Le diplôme d'institut d'études politiques des deux futures têtes de liste²¹ laisse peu de doute sur leur maîtrise de ce type d'enjeu. Dès juin 2019, il s'agit de constituer une liste et de trouver un nombre déterminé de candidats qui va bien au-delà du petit groupe alors constitué. C'est le premier acte obligé par les règles de l'institution municipale.

La singularité de l'équipe fondatrice de NousSommes renvoie aux pratiques, expérimentées notamment dans le secteur de l'économie sociale et solidaire, auxquelles

¹⁵ Le bureau exécutif d'EÉLV désinvestit C. Ollier le 18 janvier 2020, prétextant de l'hostilité des militants écologistes à un rapprochement avec des militants LFI du mouvement montpellierain Confluence et du changement de direction de campagne avec le remplacement du cadre écologistes Manu Reynaud par le politologue Jean-Yves Dormagen. Voir Ludovic Trabuchet, « Municipales à Montpellier : Clothilde Ollier lâchée par les Verts », *Midi libre*, 19 janvier 2021.

¹⁶ Alex Larrue, candidat des Républicains, est aussi soutenu par l'Union des Démocrates Indépendants. Olaf Rokvam, désinvesti par le Rassemblement national avant le premier tour, concourt avec l'étiquette du Parti de la France de Carl Lang. Kamy Nazarian est candidat sous la bannière de l'Union populaire républicaine de François Asselineau.

¹⁷ Mohed Altrad a échoué à obtenir celle de LREM et Rémi Gaillard aurait été en contact avec le Parti animaliste.

¹⁸ Une mise en récit du mouvement est rapidement proposée par les fondateurs du collectif sur son site mais aussi dans plusieurs productions filmées pendant la campagne : <https://www.youtube.com/watch?v=ZFzSToaCqOU> (chaîne du *Média*) ou le documentaire *J'irai voter pour nous* de Manon Bachelot (2021).

¹⁹ Entretien avec Arnaud Matarin, 22 mars 2022.

²⁰ Pour une analyse des entreprises récentes – notamment macronienne – revendiquant le « dépassement » du clivage gauche-droite, voir Le Digol, 2018.

²¹ Alenka Doulain est diplômée de l'IEP de Rennes et Arnaud Matarin, de celui de Lille. Les deux détiennent également un Master en Économie sociale et solidaire. D'autres candidat.e.s et membres du mouvement sont issu.e.s de filières de science politique à l'université.

plusieurs membres du groupe de départ ont été formés. Ceux-ci promeuvent des procédures nouvelles de sélection et d'organisation des débats²² qui accélèrent la dynamique de légitimation du collectif. L'équipe est encore de taille réduite et lance donc une plateforme de candidatures, avec la possibilité de « plébisciter » quelqu'un de son entourage. Il s'agit de constituer une liste municipale conforme, ce qui nécessite de « trouver des candidates et candidats représentatifs de la diversité des habitantes et des habitants de Montpellier²³ ». Rejoindre l'entreprise de conquête municipale NousSommes est simple, puisqu'il suffit de se présenter devant le « comité de désignation », composé de sept personnes non candidates et de trois « expert.e.s de la démocratie participative et de la cohésion de groupe », qui pilote cette plateforme, ce qui fera dire à l'un de nos enquêtés : « je me suis présenté et j'ai été pris »²⁴. Au moment de la clôture de la plateforme, le 20 octobre 2019, se sont inscrites ou ont été plébiscitées 136 personnes. Une nouvelle phase permettra de constituer une base de 80 aspirants à partir de laquelle seront sélectionnés les 62 candidats de la liste. Le comité de désignation doit alors « définir des critères objectifs pour sélectionner les quatre-vingts personnes » et procéder à des entretiens individuels. Les critères qui émergeront concernent la parité, l'âge, la catégorie socio-professionnelle, l'empreinte numérique et le quartier de résidence. Le tout s'appuiera sur les chiffres de l'INSEE, mais ce sont aussi des critères concernant les qualités d'un.e « bon.ne élu.e » qui seront réfléchis collectivement. Les interviews qui permettront de constituer « la liste la plus représentative et la plus solide possible » sont conduits sous le contrôle de « deux experts externes » pour « veiller au bon déroulement des processus ». NousSommes communiquera ainsi largement sur ces procédures de sélection qui accréditent l'idée d'un « municipalisme en actes »²⁵. Comme l'exprime le coordinateur du comité de désignation et membre fondateur Sébastien Martarèche²⁶, la « meilleure liste » couronne un processus qui a permis de construire « le meilleur programme », d'où pourra émerger « la meilleure tête de liste ». Interrogée sur sa désignation, Alenka Doulain, ancienne membre des Jeunes écologistes, répond :

« Effectivement samedi, j'ai été désignée par mes colistiers par une élection sans candidat. Le principe d'une élection sans candidat, c'est de faire différemment de ce qui se fait habituellement. C'est-à-dire souvent, vous avez une personne qui va s'autoproclamer tête de liste et qui va rassembler autour d'elle un petit clan de fans qui vont suivre sa ligne. Là, c'est exactement l'inverse, c'est-à-dire qu'il faut que ce soit le groupe qui va faire monter en puissance quelqu'un, qui va le plébisciter, et à partir de critères objectifs. Et ce qui a vraiment guidé la réflexion des quatre-vingts samedi, c'était de se dire : ce qu'on veut en fait avant tout, c'est pas forcément juste quelqu'un qui va pouvoir fanfaronner pendant les élections municipales, [mais] c'est quelqu'un qui va pouvoir être cette personne, un maire ou une maire, qui va animer une équipe municipale c'est-à-dire des gens qui pendant six ans vont être sur le terrain avec les habitants et qui vont devoir construire des politiques publiques avec les services de la mairie²⁷ ».

²² Pour une analyse de l'usage des « nouvelles technologies » et des « post-it » pour remobiliser des militants au sein du PS, voir Mabi, Théviot, 2014. Sur le développement des technologies de la concertation, voir Mazeaud, Nonjon, 2018.

²³ Extrait de la vidéo « Comment ont été recrutés les candidats » présentée par Julien Coudsi et Louise Balmer sur le site de NousSommes : <http://NousSommes.org/un-processus-veritable-democratique/>.

²⁴ Entretien avec un membre du Collectif NousSommes, le 6 juillet 2021.

²⁵ Voir par exemple sur la page Facebook de Nous Sommes Montpellier, en février 2020, une vidéo présentée par Julien Coudsi et Louise Balmer : « Municipalisme : comment avons-nous choisi nos candidats ? »

²⁶ L'interview est disponible à <https://vimeo.com/373455080>.

²⁷ *Le Mouvement*, 4 décembre 2019, entretien filmé avec Alexandre Maniez. <https://lemouvement.info/2019/12/04/le-rendez-vous-avec-alenka-doulain-en-mars-2020-cette-fois-ci-ca-ne-se-fera-pas-sans-les-habitants/>.

Les procédures de sélection permettent non seulement de mettre en scène la prise de parole du plus grand nombre mais également d’invisibiliser les rapports de force qui se jouent en interne et qui réapparaîtront à d’autres moments. En outre, elles nous intéressent par leurs effets collectifs. Certes, elles permettront une sélection en apparence beaucoup plus rapide et ouverte que dans les partis politiques classiques, mais les deux mois que dureront ces opérations de sélection auront un puissant effet d’institution de la liste. Ces procédures fabriqueront de l’adhésion au collectif. La transparence du processus séduira les moins politisés ou les moins expérimentés et produira une forme de remise de soi à l’égard du groupe en train de s’instituer.

Pourtant, la méthode se révèle aussi socialement très sélective. L’analyse des caractéristiques professionnelles du groupe de 62²⁸ candidats livre des éléments assez précis sur le profil sociologique de la liste finale. Le passage de 136 à 62 noms nécessite un effort d’orientation pour rendre la liste plus diverse et plusieurs fondateurs du mouvement, dont les caractéristiques (diplômés de l’enseignement supérieur, âgés de moins de 40 ans, travaillant dans l’univers de l’économie sociale et solidaire) étaient semblables à celles des têtes de liste, sont ainsi écartés du groupe final et ramenés à un rôle d’entourage. L’un des membres les plus visibles de la liste NousSommes parlera ironiquement d’une « petite bande sympathique écolo-gauche-bobo²⁹ », étant lui-même de ceux qui correspondent le moins à l’étiquette. Derrière cette image potentiellement utilisée par des adversaires, se dessine un milieu marqué par un monde de spécialistes investis, à des titres divers, dans les espaces de l’action publique locale.

Les nouveaux clercs de la réforme de l’État local

En effet, si l’identification de la majorité des membres du mouvement à une « petite bourgeoisie culturelle » (Bilella, 2019), demeure convaincante, les positions professionnelles des NousSommes peuvent surtout s’interpréter comme le produit des réformes de décentralisation et de privatisation de l’État depuis une vingtaine d’années (Célérier, Arfaoui, 2021). Elles renvoient le plus souvent aux mondes de la main gauche de l’État (social, éducation, culture), dans leurs versions publiques ou privées, mais plus encore à celui des collectivités locales (énergie, transport, environnement, développement local). On peut alors identifier trois groupes aux frontières perméables.

Sur les 62 candidats³⁰, l’ensemble le plus important et le plus homogène est constitué de 21 personnes employées au sein de collectivités territoriales ou dans des associations et coopératives périphériques. Ils occupent des postes spécialisés dans le « développement local » (vie associative, équipements culturels locaux, transports, approvisionnement électrique, gestion de fonds européens) ou dans le « social » (insertion, action sociale, médico-social, aide scolaire). Ces catégories sont aujourd’hui rapprochées sous le label Économie sociale et solidaire. Un deuxième groupe de 16 personnes rassemble des « entrepreneurs » indépendants : quelques créateurs d’entreprises associatives, coopératives ou à statut privé et une large majorité « d’entrepreneurs de soi » (technologies « écologiques », informatique, communication, services à la personne, pratiques artistiques, maraichage bio). Six personnes, salariées de coopératives, d’entreprises privées ou en profession libérale peuvent être associées à ce groupe dont les statuts d’emploi sont proches du privé et la clientèle – ou les employeurs – se trouvent souvent du côté du secteur public (soit un deuxième groupe de 22 personnes).

²⁸ Voir <https://nous sommes.org/la-liste-des-candidates/>.

²⁹ Rhany Slimane, liste NousSommes, cité dans <https://ledoc-info.com/2020/02/27/nous-sommes-le-collectif-citoyen-qui-bouscule-la-campagne-a-montpellier/> ce lien pointe aujourd’hui sur la page d’accueil du site.

³⁰ Sur ces 62 candidats, plus de 40 ont mis en ligne une page sur le réseau social professionnel LinkedIn, qui nous ont fourni l’essentiel des informations biographiques utilisées.

Enfin, 16 personnes³¹ travaillent dans ou autour du secteur public à fort capital culturel (enseignement supérieur et recherche, éducation nationale, hôpital), principalement en tant que fonctionnaires mais également comme contractuels, à des emplois traditionnels dans ces secteurs mais aussi à des postes nouveaux, dans l'administration et la gestion de « projets ». Les frontières entre ces groupes ne sont donc pas étanches : les informations biographiques disponibles montrent que plusieurs personnes sont passées d'emplois contractuels à la « création d'entreprise » ou au contraire, à une situation stabilisée auprès d'une collectivité territoriale. Il faut ajouter à ces 59 candidats 3 étudiants (2 en science politique et 1 sans filière universitaire déclarée).

Au-delà de ces identifications, ces candidats se caractérisent par des trajectoires professionnelles qui semblent inaccomplies. Les carrières de ces plutôt jeunes³² candidats sont rarement continues et ils n'ont probablement pas des salaires à la hauteur de leurs attentes, eu égard aux promesses de leur niveau de diplômes. Sur les 42 candidats pour lesquels l'information est disponible, vingt ont un niveau bac+5 et six ont soutenu une thèse de doctorat, deux ont un niveau bac+4, treize ont un diplôme de niveau bac+3 et un seul a un BEP. Avec 65% minimum de détenteurs d'un diplôme au moins équivalent à bac +3 et 41% de diplômés supérieurs à bac+5, la morphologie de la liste est très loin de la moyenne française³³. Parmi les diplômés à bac+5, il faut de surcroît relever six diplômés d'écoles d'ingénieurs³⁴, trois d'un institut d'études politiques, deux détenteurs d'un double master, deux d'un diplôme d'école de commerce. Les profils de ces candidats globalement « surdiplômés » sont donc plutôt caractéristiques d'un entre-soi économique, culturel et social resserré. Mais, en particulier pour ceux qui travaillent dans l'univers des collectivités locales, ces positions permettent d'entrevoir un investissement politique sur le mode de la compétence et de l'expertise de ces jeunes professionnels pris dans des positions secondes, derrière des élus locaux dont ils sont parfois les auxiliaires. Ces éléments laissent deviner des expériences de jeunes diplômés qui, dans l'univers des politiques locales, font figure d'*outsiders* et vivent avec d'autant plus d'extériorité le monde établi des élus locaux.

Les compétences acquises dans le monde de l'action publique locale ne donnent pour autant pas d'expérience directe des affrontements électoraux. En novembre 2019, leur position dans le jeu politique municipal se trouve soudainement plus visible et plus centrale avec l'investiture qu'ils reçoivent de LFI. Celle-ci semblait pourtant promise à Clothilde Ollier, alors nettement plus haute dans les sondages, appuyée sur le groupe de militants déjà titulaire de cette étiquette et soutenue par la députée LFI de l'Hérault Muriel Ressiguier. Ce changement de cap de la direction de LFI est porté par la figure historique locale du mouvement, René Revol³⁵, maire de Grabels. Pour les NousSommes, cette situation nouvelle intensifie rapidement les effets des logiques et des règles et de l'institution électorale. L'investiture améliore leur position dans les rapports de force avec les autres listes, mais avec une conscience des implications pratiques de l'événement inégalement partagée au sein du groupe de candidats. Le 18 janvier 2020, la désinvestiture EÉLV de Clothilde Ollier affaiblit encore cette candidate et fabrique un nouvel espace des possibles. NousSommes décidera ensuite de l'attaquer en justice pour avoir

³¹ Nous avons rattaché à ce groupe un fonctionnaire d'État relevant d'un autre ministère.

³² Nos évaluations comme celles des journalistes aboutissent à une moyenne d'âge de 37 ans.

³³ Dans l'édition 2019 de son *Portrait social*, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4238409?sommaire=4238781>, l'INSEE indique que parmi les 35-44 ans, en réalisant la moyenne entre femmes et hommes, 11,9% n'ont aucun diplôme ; 19,15% ont un CAP, BEP ou équivalent ; 18,15% ont un diplôme de niveau bac +2 ou inférieur ; 21,5% ont un niveau supérieur à bac +2.

³⁴ Dont deux de l'université technologique de Compiègne (UTC), établissement à part dans l'espace des écoles d'ingénieurs pour son souci pluridisciplinaire et pour « l'innovation » dans la société industrielle.

³⁵ Notamment dans un billet sur son blog : <https://leblogderenevol.com/2019/10/17pour-une-elaboration-democratique-et-citoyenne-des-projets-municipaux-un-bel-exemple-a-montpellier-nous-sommes/>

employé le logo LFI sur son matériel électoral³⁶ tout en réaffirmant un positionnement « anti parti ». Sur le plan de la composition de la liste, les exigences de LFI seront mineures puisqu'elles consistent à intégrer deux militants (Nathalie Oziol et Julien Colet) qui tiendront une position de retrait relatif lors de la campagne. L'acte révèle plutôt le rôle spécifique joué par le quatrième de liste Rhany Slimane, l'un des initiateurs de NousSommes mais aussi candidat Insoumis aux élections européennes de 2019, qui est porteur de la relation avec les cadres nationaux de LFI et de la nécessité d'un travail avec les journalistes.

La politique des affranchis

Pour autant, après janvier 2020, la campagne de NousSommes continue d'être structurée autour d'une rhétorique anti-partisane et d'un discours de dénonciation du « clientélisme », des « notables » et de ce qui est présenté comme une « caste » politique qui dominerait la ville depuis sa prise par Georges Frêche. Si la liste autoproclamée « municipaliste » peut s'appuyer sur l'expérience de candidats très au fait des politiques locales, elle expérimente aussi les effets d'une faible implantation et la fragilité des réseaux d'interconnaissance auquel le travail politique de long terme permet d'accéder. Certes, l'idée qu'un travail d'implantation construit dans des périodes éloignées des moments électoraux est le passage obligé pour un succès électoral a été depuis longtemps remise en cause par l'entrée des écologistes dans l'espace politique (Faucher, 1999 ; Ollitrault, 2001 ; Comby, 2015, chap. 5). Mais les contraintes associées à cette situation obligent à développer des stratégies de campagne consistant davantage à incarner un programme qu'à nouer des relations sociales et politiques qui exigent un travail politique de moyen terme. La jeunesse relative des candidats – 37 ans en moyenne – et la proportion notable de gens peu implantés à Montpellier renforcent une stratégie d'ensemble identifiable : un investissement particulièrement fort et très publicisé des procédures de discussion et de désignation des candidats, une attention particulière à la rédaction de programme précis et documentés, la fabrication de produits adaptés aux contraintes des journalistes de la presse locale qui étoffent la couverture médiatique de NousSommes. Interrogée sur France Bleu le 13 octobre 2019 sur le début de campagne, alors qu'elle n'a pas encore été désignée comme tête de liste, Alenka Doulain confie d'ailleurs :

« Écoutez, justement, ce qu'on pense, quand on se lance, c'est que le plus dur, ça va être ses adversaires, la compétition... et en fait, pour nous le plus dur, on s'en rend bien compte, c'est d'aller voir les gens, sur le terrain, d'écouter les problématiques et les mécontentements et ils sont extrêmement nombreux, et d'arriver à construire des propositions avec les personnes en partant du terrain. »³⁷

La campagne de NousSommes se construit donc dans l'inexpérience du militantisme « partisan » et elle manifeste vite un rapport à la ville différent des autres candidats de gauche, sur lesquels se concentreront les critiques. Ceux que les discours de campagne du collectif désignent comme des « notables » sont d'abord des candidats très identifiés dans le monde associatif, ayant souvent investis les réseaux de quartiers extérieurs au centre de la ville, attachant également une importance au « bruit » diffusé par le monde des petits commerçants depuis plusieurs décennies. Les engagements de NousSommes seront donc sensationnels et pour les journalistes, ils deviendront l'épicentre de cette campagne « folle ».

³⁶ Alenka Doulain déclare : « Le débat démocratique a besoin de clarté, pas de tambouilles et de confusion » (« Guerre des logos », *Le Mouvement*, 13 mars 2020).

³⁷ Entretien avec Alenka Doulain, France Bleu Hérault, le 13 octobre 2019.

La campagne sensationnelle

Si cette campagne peut être qualifiée de sensationnelle, c'est d'abord parce qu'elle donne lieu en interne à des moments politiques tels que les appareils partisans n'en offrent plus. Elle est bâtie sur un puissant travail d'élaboration de programmes, d'identification de « problèmes » urbains, de construction d'une identité collective dont l'intensité se révélera d'autant plus remarquable au moment où des dissensions se feront jour. A partir de l'été 2019, les réunions publiques de NousSommes sont des lieux où s'exprime un niveau de compétences rare dans un cadre électoral. L'expression de représentations partagées, auparavant cantonnées à des espaces militants « alternatifs », intensifie leur sentiment d'« ouvrir » matériellement et symboliquement un nouvel espace politique. Les NousSommes investissent la ville par un mouvement de mise en commun et de diffusion de connaissances, évoqué par toutes les personnes interrogées comme exceptionnel et enthousiasmant :

« Dans l'aventure NousSommes en elle-même, j'ai vu des réunions de très haute tenue, des discussions pointues, j'ai vu une homogénéité de conscience, sur le féminisme, contre l'homophobie. Mais surtout sur l'urbanisme, sur l'écologie, je trouve que c'était très pointu. D'habitude, ce sont des idées extrêmes que tu portes tout seul, et là d'un seul coup tu as 300 personnes qui pensent comme toi. Et la plupart des gens étaient brillants. Avec une très bonne élocution. Et puis avec cette ambiance un peu : on discute, on ne se fâche pas, on se laisse la parole, des techniques qui étaient employées chez les écologistes³⁸. »

L'importance de ce travail en commun explique aussi la dynamique affective qui ne noue durant les mois de mobilisation et de constitution du collectif. Les candidats sélectionnés ne se connaissaient souvent pas et ils se découvrent une capacité à mettre en commun des partis intellectuels sur la situation de la ville. Le vocabulaire des « politiques publiques » s'y trouve présent, acquis par de nouveaux entrants au sein de grandes écoles, de collectivités locales, des services de l'État et du monde associatif à financement public. Nul doute que les prises de parole suivent les hiérarchies construites dans ces mondes, mais les asymétries dans la maîtrise de ce vocabulaire dissimulent la faiblesse des écarts sociaux entre les membres du collectif. Cela leur permettra d'accentuer leur mérite à construire un espace d'expression commun. Les liens qui se tissent révèlent l'intensité de l'engagement de nombre d'entre eux. L'enthousiasme des NousSommes suscite l'engouement des journalistes dès l'automne 2019.

La mise en scène de la « proximité » avec la population est une autre figure imposée que chaque candidat ne peut exécuter qu'avec les ressources dont il dispose. L'approche de NousSommes est marquée par les technologies participatives qui construisent « l'habitant » comme expert profane du quotidien (Anquetin, Freyermuth, 2008 ; Talpin, 2013). Bien davantage que ne le feront les autres listes, NousSommes s'efforce de politiser des problèmes déjà connus des services de la ville en s'appuyant sur des paroles « d'habitants ordinaires » dont ils considèrent eux-mêmes faire partie. Interrogée par les journalistes de France Bleu Hérault, Alenka Doulain annonce dès octobre 2019 combien les « habitants » – figure dépolitisée de l'action urbaine – occupent le centre de ses préoccupations :

« La semaine dernière, on a fait notre travail d'enquête avec les parents de l'école du Docteur Roux où il y a des seringues qui ont été trouvées dans l'école, dans l'enceinte scolaire. Et donc, aujourd'hui, nous, ce que l'on cherche à mettre en place, c'est aller

³⁸ Entretien avec un militant de NousSommes, 30 juin 2021.

voir ces personnes, aller sur le terrain, au plus proche, pour justement construire des propositions en partant de l'expertise du quotidien. »³⁹

Cette mise en forme s'accorde bien avec les ressources du collectif : un engagement nouveau, marqué par une inscription restreinte dans l'espace des « associations de quartier » et compensé par la ressource de la compétence et de l'expertise, pris dans la logique du projet aujourd'hui assimilé par une génération nouvelle d'auxiliaires de l'action publique locale.

Par ailleurs, la campagne de NousSommes est plus marquée que d'autres par la mise en scène de technologies de communication : les formules discursives (la dénonciation de la « tambouille »⁴⁰ ou des promesses non tenues) et les mises en scène originales attirent la sympathie des journalistes. L'image d'un rat fabriqué à partir de déchets pour critiquer la politique de propreté de Philippe Saurel en ironisant sur sa phrase de 2014 « si dans six ans, la ville est toujours sale, je mange un rat », l'insertion de colorant vert dans une fontaine pour dénoncer un « greenwashing » municipal, ou encore le portrait géant d'Alenka Doulain installé pendant la nuit sur les rives du Lez engendrent la production d'images et d'articles. Ces mises en scène contribuent à leur assurer une place dans la couverture des quatorze listes par la presse et la télévision régionales malgré leur déficit initial de notoriété, à égalité avec le youtubeur Rémi Gaillard, demeurant toutefois loin derrière les challengers Delafosse et Ollier⁴¹. Ludovic Trabuchet, chef d'agence au *Midi Libre*, nous confiera :

« Ils sont très habiles. Je ne sais pas si c'est parce qu'ils ont compris comment fonctionnaient les médias ou parce qu'il y avait quelque chose de neuf dans leur mouvement, NousSommes a été un peu un OVNI dans le paysage politique. (...) Ce qui est indéniable, c'est qu'ils sont partis de rien. Nous avons été un des premiers médias à les couvrir, personne ne les connaissait. Ils ont fait une campagne intelligente avec tous ces aspects de communication. C'est peut-être ce qui a suscité beaucoup de curiosité de notre part sur ce mouvement (...) et c'est aussi pour ça qu'on les a suivis régulièrement⁴². »

Le consultant et les obligations communicantes

Ainsi, les NousSommes, par les effets conjugués de la configuration électorale et de leurs pratiques de campagne, prennent une place plus importante que leur inexpérience de la conquête municipale ne le laissait présager. Certes, l'ensemble des listes d'opposition au maire sortant revendique de s'appuyer sur « la société civile »⁴³ et fait peu usage des marqueurs partisans ordinaires de la gauche et de la droite. La thématique citoyenne et participative semble validée par l'ensemble des candidats qui lui accordent une valeur spécifique. Mais les membres de NousSommes proposent une incarnation nouvelle, marquée par l'expertise d'un collectif jeune et une attention spécifique aux procédures de désignation, par l'usage des pratiques en

³⁹ Entretien avec Alenka Doulain, France Bleu Hérault, le 13 octobre 2019.

⁴⁰ Gil Martin, « *NousSommes* signe un code éthique '0 % tambouille' », *Métropolitain*, 24 février 2020 : « Alenka Doulain a déposé en préfecture la liste du mouvement *NousSommes* dont les colistiers ont signé le code éthique des élus qui prévient et sanctionne abus et corruption. https://actu.fr/occitanie/montpellier_34172/montpellier-municipales-NousSommes-signe-code-ethique-0-tambouille_31703672.html »

⁴¹ D'après notre comptage, sur 158 articles publiés dans *Midi Libre* entre le 1^{er} janvier 2019 et le 1^{er} janvier 2020 sur la campagne municipale, le nombre d'articles consacrés à NousSommes en sujet principal est égal à celui dédié à la candidature de Rémi Gaillard.

⁴² Entretien, 9 juillet 2021.

⁴³ De façon similaire à ce qui est observé dans d'autres villes. Voir Michon, 2021.

vogue dans les mondes de « l'économie sociale et solidaire », par leur usage du numérique. Ces dimensions les distinguent plus encore que leur propension à mettre en avant les enjeux contemporains de l'écologie et des inégalités sociales.

Mais en mars 2020 intervient pourtant une reprise en main par leurs soutiens nationaux. Ce mois-là, l'arrivée d'un conseiller en communication auprès de NousSommes constitue en effet une première cassure dans l'histoire du groupe. Lenny Benbara, l'un des fondateurs du média en ligne *Le Vent se lève*⁴⁴, est proche de cadres de LFI. Son arrivée accompagne l'infléchissement de la stratégie de communication. La campagne de NousSommes est alors resserrée sur la tête de liste Alenka Doulain. Il s'agit de créditer la figure singulière d'une future maire de Montpellier, remarquable par sa compétence, capable d'appréhender de façon technique les enjeux municipaux. Le visage d'Alenka Doulain incarne le mouvement, dans ses affiches, ses flyers, son identité visuelle. Elle est seule sur les photos et un clip de campagne lui est exclusivement consacré. Les journalistes de *Midi Libre* y voient la progression naturelle de la campagne municipale, qui finirait toujours par se personnaliser :

« Ils avaient une candidate qui sortait un peu du lot. Le côté paradoxal, c'est qu'ils se présentaient comme un collectif et ils ont fini en mettant en leur candidate : on ne voyait qu'Alenka Doulain, ce n'était plus NousSommes⁴⁵. »

« Je me souviens de son affiche de campagne, qui reprenait l'affiche d'Obama. Ils ont beaucoup joué sur l'aspect visuel. Ce sont des choses originales pour nous et quand ça sort un peu de l'ordinaire, c'est toujours un peu remarquable⁴⁶. »

Le dépôt du compte de campagne⁴⁷ traduit la réalité de ce basculement. Si on les compare à ceux des candidats du premier tour, les frais de campagne de Nous Sommes sont alignés sur ceux des candidats les plus professionnalisés. NousSommes déclarera 107 580 euros de frais, sensiblement la même somme que celle engagée par le candidat des Républicains ou la candidate d'EÉLV, à peine moins que le candidat sortant. Mais on y lit la part essentielle (près du tiers) consacrée à la communication : le défraiement pour 8000 euros du conseiller en communication Lenny Benbara, 13 000 euros pour son identité visuelle, 6000 euros pour un film de campagne et 3800 euros pour son site internet. Nous Sommes fera également à nouveau appel à Lenny Benbara dans la campagne de second tour, une facture de 11 000 euros étant cette fois payée par Mohed Altrad.

La mise en avant de la personne d'Alenka Doulain à la fin de la campagne n'apparaît pas en rupture avec le cours ordinaire des échanges internes, pendant lesquels se sont dégagées certaines personnalités et notamment la sienne. En revanche, l'adoption des directives de Lenny Benbara s'est opérée contre une partie importante des membres du groupe qui désiraient continuer à faire campagne en tant que collectif. La contestation de ce revirement de la campagne n'a pas été publicisée, ce qui a pu heurter les membres de NousSommes qui avaient adhéré aux logiques organisationnelles à vocation participative. Le réalignement sur les modalités ordinaires de la conquête municipale s'observe aussi dans leur offre politique. À la veille du premier tour, la présentation comparative des programmes des candidats dans le quotidien régional *Midi Libre*⁴⁸ fait ressortir des enjeux municipaux typiques d'une segmentation électorale qui emprunte davantage au registre du « bon gestionnaire » qu'à celui

⁴⁴ <https://lvsl.fr/>, qu'il a quitté en 2021.

⁴⁵ Entretien, Ludovic Trabuchet, 9 juillet 2021.

⁴⁶ Emilie Bec, rédactrice en chef adjointe à *Midi Libre*, entretien, 9 juillet 2021.

⁴⁷ Tels que présentés dans l'hebdomadaire montpellierain *La Gazette*, « Élections municipales 2020 : petits secrets des comptes de campagne », n° 1744, 18-24 novembre 2021.

⁴⁸ « Quatorze candidats en lice... Faites votre choix ! », *Midi Libre*, 11 mars 2020.

de la gauche et de la droite, et qui obéit à la logique journalistique de symétrie et « d'objectivité » dans la présentation des candidats. Les têtes des quatorze listes sont invitées à émettre des propositions sur vingt et un thèmes, parmi lesquels les cantines, les séniors, la santé, la sécurité, la propreté, les déchets, les commerces, l'urbanisation, les logements, l'emploi, le tourisme, la culture, les associations, ou l'aménagement de la place de la Comédie, symbole de Montpellier, ce qui tend à lisser les originalités éventuelles des programmes. Les affrontements programmatiques aboutissent à faire converger les réponses des candidats vers un certain nombre de thèmes consensuels : du « bio » dans les cantines, des vélos dans les rues de Montpellier, moins de déchets, une ville plus sûre et plus propre, un centre-ville commerçant attractif, davantage d'espaces verts. Le « verdissement » général qui ressort de ces thèmes est sans doute imputable à l'importance des chances anticipées des couleurs « écologistes » à Montpellier. Quelques propositions sont plus distinctives, comme celle de créer une mutuelle santé communale, et figurent comme des points de convergence entre la liste Doulain et la liste Delafosse, indiquant potentiellement des points de compatibilité en vue d'une alliance de deuxième tour.

Le dimanche 15 mars, le taux de participation n'a été que de 34,6 %⁴⁹. L'importance du nombre de candidatures a abaissé les chances d'atteindre le seuil du second tour, mais trois listes sont en mesure de se maintenir : celles menées par Philippe Saurel (19,11 %), Michaël Delafosse (16,66 %) et Mohed Altrad (13,30 %). Quatre listes approchent le seuil fatidique de la « qualification » : Rémi Gaillard (9,58 %), Alenka Doulain (9,25 %), Coralie Mantion (7,42 %) et Clothilde Ollier (7,25 %). Chez les NousSommes, la déception consécutive à l'annonce des résultats est d'autant plus forte que la campagne fut exaltée et qu'ils frôlent la qualification pour le second tour : les 4797 voix qui se portent sur la liste ne lui permettent pas de se maintenir au second tour, et tout juste de peser dans les rapports de force. Au lendemain des résultats, on imagine encore que s'affirmera cette « tradition républicaine » qui consiste pour les listes n'ayant pu se maintenir au second tour à soutenir le candidat de son camp en épousant les frontières du clivage gauche/droite. Selon cette règle, les listes d'opposition menées par C. Ollier et A. Doulain devraient soutenir celle de M. Delafosse (ou, pourquoi pas, de P. Saurel) et les candidats des listes de droite, celle de M. Altrad. Reste que, pour R. Gaillard, dont on sait qu'il a aspiré une partie des voix du RN (Audemard, Huc, Gouard, 2021), et qui a fait campagne essentiellement par réseaux sociaux interposés (il ne déclarera aucun frais de campagne), la voie est plus difficile à trouver. Dès le dimanche soir, Clothilde Ollier et Coralie Mantion annoncent leur ralliement à la candidature de Michaël Delafosse. Le lendemain débute le confinement à domicile de la population face à la crise sanitaire, ouvrant la période trouble d'un isolement physique de chaque équipe et chaque candidat. Une autre campagne débute, à distance, électeurs et candidats confinés, incertains quant à la date du second tour. Son report laisse aux NousSommes le temps d'analyser les résultats et d'identifier leurs électeurs (situés dans un périmètre restreint du centre-ville et des quartiers « gentrifiés »), de prendre la mesure de leur poids électoral nouveau et de penser comment le traduire dans une négociation. Cette période aboutira à l'une des plus improbables transgressions de l'histoire politique locale. Ce n'est pas tant la mécanique qui conduira les négociateurs de NousSommes à opérer le choix de l'alliance finale qui retient notre attention ici, mais plutôt ce que nous apprennent les dénonciations dont ils seront l'objet.

La possibilité d'une transgression

À partir du mois de mars 2020, de nouvelles négociations électorales s'ouvrent, notamment entre Clothilde Ollier et Rémi Gaillard. Elles sonnent comme une opportunité que le directeur de campagne de C. Ollier, Jean-Yves Dormagen, professeur des universités en

⁴⁹ La participation s'élève à 34,61% des inscrits au premier tour le 15 mars 2020 soit seulement 53 099 électeurs sur 153 403 inscrits.

science politique, en relation avec le conseiller de la liste NousSommes Lenny Benbara, saisit pour se poser en médiateur au service d'une alliance possible. L'addition des scores du premier tour (27 %) des trois listes non qualifiées, Doulain, Gaillard et Ollier, devient alors un point d'appui pour ces compétiteurs afin d'obtenir de Michaël Delafosse, avec lequel ils cherchent à s'allier collectivement, un meilleur rendement de leurs scores du premier tour. Mais les entourages d'Alenka Doulain et de Clothilde Ollier, sans doute aussi déçus d'avoir manqué de peu la qualification, ont le sentiment que les enjeux dépassent l'ordre ordinaire des négociations électorales d'entre-deux-tours. Emportés par la dynamique de campagne et par les discours sur l'ouverture historique du jeu politique tenus dans les réseaux municipalistes, de surcroît dans l'atmosphère de « monde d'après » qui entoure la crise sanitaire, ils prennent contact avec Mohed Altrad et concluent finalement un accord. M. Altrad accepte un tronc commun programmatique auquel il ajoute un « plan de relance », négociant ainsi l'opportunité pour Alenka Doulain de devenir maire. En juin 2020, le choix de NousSommes est fait.

Or, ce choix se fait largement contre les membres de la liste elle-même, peut-être plus violemment encore que lors de l'arrivée du conseiller Lenny Benbara dans la campagne – au point que l'une des candidates de NousSommes se fera photographier au côté de Michaël Delafosse quelques jours plus tard. La question de l'alliance des « quatre fantastiques » sépare deux groupes aux réflexes politiques différents, dont le rapport à l'engagement se révèle plus explicitement. Si ces deux groupes ne recoupent sans doute pas exactement les ensembles proposés dans l'analyse de la liste, il faut relever que parmi les treize NousSommes qui accepteront de participer à la liste de Mohed Altrad, les mondes de « l'ESS » apparaissent surreprésentés.

Bien au-delà de NousSommes, l'annonce de la constitution de la liste des « quatre fantastiques » provoque une surprise considérable dans la gauche montpelliéraine. Certes, les dénonciations dont fait l'objet cette alliance existent aussi à droite : Mohed Altrad se voit retirer le soutien de Jean-Pierre Grand, ancien maire de Castelnau-le-Lez, sénateur de l'Hérault et figure de la droite locale, au bénéfice de Michaël Delafosse. Le sénateur parle de Rémi Gaillard comme d'un « clown grossier qui fait pleurer la démocratie » et considère que le mouvement NousSommes a littéralement « préempté la campagne d'Altrad »⁵⁰. Les dirigeants nationaux de LFI se disent « consternés » et aucun militant du mouvement ne figure sur la liste Altrad. Toutefois, à l'opposé de cette consternation officielle nationale, le commentaire public des représentants locaux de LFI insiste moins sur la « trahison » que sur la construction d'une dynamique en dehors du PS et de ses alliances privilégiées.

« Ce qu'a réalisé NousSommes, en seulement deux ans, est prometteur pour la suite : réunir autant de personnes différentes et construire ensemble dans un respect de la démocratie est vraiment l'aspect positif que nous tirons de cette élection (...). Aujourd'hui, la France Insoumise préfère ne donner aucune consigne de vote. Les électeurs sont assez grands pour décider par eux-mêmes. Nous estimons que Philippe Saurel représente le passé, Mohed Altrad le capitalisme et Michaël Delafosse un retour vers le passé et le capitalisme⁵¹. »

Face à des cadres de LFI qui semblent jouer le « nouveau monde », c'est donc le monde des militants de gauche locaux qui vit de manière quasi unanime cette stratégie comme une trahison. Les attaques proviennent à la fois des militants de LFI, du PS et d'EÉLV. Ces militants, pour partie soucieux de construire une alliance « de gauche », refusent d'être associés

⁵⁰ Jean-Pierre Grand, *France Bleu Hérault*, interrogé le mercredi 24 juin 2020.

⁵¹ Émilie Bec, « Municipales à Montpellier : La France insoumise "consternée" par l'alliance Nous Sommes-Altrad », *Midi Libre*, 8 juin 2020.

contre leur gré⁵² à la candidature d'un « milliardaire » et d'un humoriste « populiste ». Les critiques se concentrent particulièrement sur les militants de NousSommes dont l'aventure « participative » est profondément remise en question. En interne, la réunion qui avalisera la décision sera conflictuelle, mais le « oui » l'emportera avec 45 voix sur 72 (16 ne se prononçant pas). L'un des membres de la liste écrira :

« J'ai perçu le fait que l'équipe "négociation" s'est rapidement retrouvée dans une situation où l'inquiétude, l'excitation, l'hyperactivité, la fatigue, les sollicitations, la créativité, l'énergie du groupe se sont mélangées pour créer une dynamique de groupe qui, à mes yeux, faisait que, à chaque minute, le retrait devenait de plus en plus difficile, et que donc on passait insensiblement de « on va le plus loin possible pour voir ce que Delafosse ou Altrad peut lâcher » à « il faut qu'on y arrive ». De fait, se mettait en place le syndrome qui fait que quand on travaille intensivement sur un objet, on court très facilement le risque de passer un seuil (sans s'en rendre forcément compte) au-delà duquel il devient pratiquement impossible de revenir en arrière⁵³. »

Le même parlera plus loin de l'incompréhension générale vécue par nombre de membres sur les réseaux sociaux et des « lignes rouges personnelles » qu'il franchirait s'il soutenait la démarche. Un autre dira, s'adressant à Alenka Doulain, « tu as fait tout ça pour ça ? »⁵⁴, laissant passer une colère dans un moment où les tensions sont explicites. « Après, clairement, ils ont déçu 90 % des gens qui les suivaient⁵⁵ », nous confiera un troisième.

Pourtant, si le bon score de la liste, dans un contexte de forte abstention, a pu alimenter un esprit de compétition politique, il n'enfreint pas outre mesure les règles du jeu électoral. Les contextes municipaux brouillent régulièrement les formes nationales de clivages politiques et les trahisons font partie de l'expérience électorale. Mais la vigueur avec laquelle cette transgression sera rejetée dans l'espace militant montpelliérain est significative d'autres mutations en cours. Certes, l'attelage des « quatre fantastiques » sera d'abord interprété localement comme la résultante d'une atmosphère de « confusionisme politique » que NousSommes a portée par un discours antipartisan. Nombreuses seront ainsi les condamnations comparant cette alliance à celle constituée autour de Beppe Grillo et du Mouvement Cinq Etoiles en Italie. Le mouvement « coopératif » la justifiera en assimilant sa négociation avantageuse avec Mohed Altrad à un hold-up politique au détriment de la droite. Le 31 mai 2020, Alenka Doulain l'exprimera :

« Aujourd'hui, nos trois forces représentent plus de 27 % des Montpelliérains et on veut qu'ils soient représentés lors de ce second tour. On pense aujourd'hui d'abord mettre les intérêts des habitants de cette ville avant celle des partis et des coulisses de négociation et surtout on veut porter nos propositions et porter une autre méthode. C'est pour ça qu'on fait tout ça. Aujourd'hui, où on en est ? On a donné un mandat à Rémi Gaillard de négocier avec les candidats avec lesquels on parle. Ça se déroule plutôt bien, disons surtout que ce qui nous semble intéressant, c'est le travail que l'on a fait avec ces candidats sur les aspects programmatiques que l'on a apportés au sein de cette plateforme. (...) Mais vraiment pour vous rappeler que ce que l'on veut, c'est de la transparence : sortir des logiques de l'ancien monde qui sont souvent, dans l'entre-deux-

⁵² Comme l'atteste par exemple le communiqué de presse « Pas en notre nom ! » publié le 2 juin 2020 par 42 colistiers de Clothilde Ollier sur sa liste « Rassemblement des écologistes et de la gauche ».

⁵³ « Ma position sur Nous Sommes dans le deuxième tour », document interne.

⁵⁴ La scène est filmée et reprise dans le film « J'irai voter pour nous », consacré à Nous Sommes par Manon Bachelot.

⁵⁵ Entretien cité avec un membre de la liste Nous Sommes, 30 juin 2020.

tours : on se négocie quelques postes, mais sans se demander... Et nous, ce que l'on veut c'est la représentativité, on veut la transparence et c'est vraiment ce qui nous porte⁵⁶. »

L'analyse des résultats montre cependant combien les électorats sollicités par l'alliance n'ont aucun lien entre eux, allant du Rassemblement national à la gauche de la gauche, en passant par l'électorat de la droite de gouvernement. Pourtant, par-delà la virulence des critiques, ce sont aussi les modes de construction de l'identité du groupe et sa manière de « faire de la politique autrement » qui font les possibilités de la transgression. Il faut dire à quel point NousSommes suscitera tout au long de la campagne un sentiment « d'arrogance » et d'assurance sociale que les équipes des autres candidats de gauche soulignent lors des entretiens.

« Quand on croisait les gens de la liste de Clothilde, on croisait plutôt des camarades, de la fraternité. Quand on croisait des gens d'En Marche, on croisait des gens qui étaient engagés dans la ville, le pharmacien, c'était des gens que l'on connaissait. (...) Avec Alenka dans les débats, ça se passait bien : il y avait du respect, elle était solide, ça faisait du bien (...). Mais [NousSommes], sur les marchés, dans les contacts, c'étaient des donneurs de leçons. On était en face d'un groupuscule militant, très arrogant dans le rapport aux autres, aux autres qui s'engagent, et arrogant même dans le rapport à la ville, d'ailleurs⁵⁷. »

Cette constante témoigne d'une manière de se sentir légitime y compris dans la façon d'endosser l'investiture LFI, dans un espace marqué par des histoires d'engagement valorisant le temps long de la construction des légitimités militantes. En annonçant l'avènement d'un « nouveau monde », NousSommes relègue ces sociabilités politiques locales au rang d'un « ancien monde ». Les critiques formulées à leur égard ne sont pas en réalité si concentrées sur le terrain des idées, mais plutôt sur la manière d'entrer en politique. On peut y lire les effets d'une concurrence entre deux définitions du militantisme « à gauche », l'une reposant sur des engagements militants territorialisés et longs, l'autre sur des formes d'expertise et des savoir-faire d'animation publique procéduraux réputés transférables à des lieux et des contextes sociaux variés.

Jean-Claude Carcenac, ancien militant de la Ligue communiste révolutionnaire, passé à Ensemble, et qui avait participé à la première campagne de Clotilde Ollier, écrit à propos de NousSommes dans un texte publié au moment de l'annonce de l'alliance des « quatre fantastiques » qui circulera beaucoup via les réseaux sociaux :

« Dans mon passé, on discutait des virgules d'un programme, on débattait jusqu'à plus d'heures, on aimait les idées, on se méfiait de la personnalisation. Alenka Doulain conjugue la première personne au pluriel. Ça donne « Nous sommes » qui additionne les individus honnissant les partis. Curieux toutefois de voir que la politique autrement c'est le marketing relooké : Alenka, photo grandeur nature collée sur tous les murs, en rock star de la nouvelle scène. Coup de bottine si dégagiste dans le troupeau des vieux éléphants, qu'un nouveau fan applaudit, et le chef de la France Insoumise, depuis Paris impose son soutien à l'opération "citoyenne" ... »⁵⁸

⁵⁶ Communiqué filmé d'Alenka Doulain et Clothilde Ollier, « On est là ! », diffusé sur la page Facebook d'Alenka Doulain, 31 mai 2020.

⁵⁷ Michaël Delafosse, entretien, 13 avril 2021.

⁵⁸ Jean-Claude Carcenac, « Le désenchantement », Lettre publiée le 7 juin 2020 et diffusée sur les réseaux sociaux en réaction à l'alliance annoncée.

Cette tendance lourde s'inscrit en continuité avec ce que les trajectoires militantes écologistes révèlent des espaces militants dans les compétitions municipales, sans formes véritablement instituées de socialisation militante, ni même de sélection politique propre. Plus généralement, l'épopée NousSommes donne à voir certains effets de l'accroissement du capital scolaire (Matonti, Poupeau, 2004), des « nouveaux » militants politiques et syndicaux – qui va avec leur féminisation, leur jeunesse et l'élévation de leurs origines sociales – sur les espaces politiques locaux. L'irritation profonde qui marquera la négociation d'entre-deux-tours est en grande partie associée à cette différence, à l'écart entre la réalité des engagements passés des NousSommes et la trajectoire de Michaël Delafosse. Celle-ci est en effet marquée par un parcours classique d'investissement au sein du Parti socialiste local, notamment par l'intermédiaire du Mouvement des Jeunes Socialistes. Elle passe donc par une progressivité, des passages obligés et des revers qui impliquent un rapport spécifique à la politique, aux amitiés et aux liens tissés en son sein, et auxquels les candidats de NousSommes sont majoritairement étrangers. C'est ce qui expliquera que les militants des listes de la gauche de la gauche appellent sans hésitation à se rallier à lui au second tour, non qu'ils entretiennent une relation de proximité, mais que, comparativement à l'expérience NousSommes, les homologies de trajectoire politique sont patentes et structurantes.

Conclusion

La candidature NousSommes au premier tour et le choix de l'alliance de second tour sont d'abord le produit d'une situation générale qui autorise des rapprochements nouveaux pour la constitution des listes candidates – et porte les centres partisans à encourager l'émergence de rassemblements préalablement impossibles pour en tester l'efficacité électorale de court terme. L'expérience militante de cette liste est aussi significative d'une dynamique qui sera rattrapée par l'institution municipale et qui séparera, à l'intérieur du mouvement, celles et ceux qui décident d'en jouer définitivement le jeu, de celles et ceux qui voient dans l'expérimentation horizontale un travail politique de fond n'impliquant pas immédiatement la conquête de mandats. L'histoire interne est celle de cette dissociation et elle aboutira à un éclatement partiel du collectif avec le choix de NousSommes. Cette « alliance contre-nature », ou cette « transgression », dévoile surtout l'entrée en politique d'un personnel militant, fortement diplômé parce que porté par l'augmentation continue des effectifs étudiants dans l'enseignement supérieur, déjà visible dans les mouvements écologistes et généralisée désormais à l'ensemble de la gauche. Cette « transgression » est sans doute favorisée par le brouillage des lignes entre « gauche » et « droite », notamment sous l'effet de l'occupation durable des positions de gouvernement par le PS qui a eu pour effet de disjoindre un certain monde militant « de gauche » de celui de ses élus. Elle est révélatrice d'un travail politique dans la France contemporaine caractérisé par un accroissement de la professionnalisation et de la division des tâches, soucieux d'efficacité médiatique, distinct du travail partisan « de terrain » tel qu'il a pu être mené dans une configuration antérieure. Ainsi le monde des professionnels de la politique contient celui d'auxiliaires spécialisés dans les politiques publiques, pour qui faire de la politique n'implique que partiellement les contraintes du militantisme « de terrain » à gauche. Pour autant, ces vécus militants « de terrain » demeurent structurants dans les opérations de production des campagnes électorales, comme l'a montré le rejet engendré par le choix de NousSommes et le report de suffrages vers la candidature socialiste.